



OBSERVATOIRE électoral 2022 de l'Amérique latine

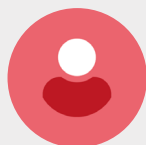
LA PREMIÈRE ÉTAPE DU CYCLE ÉLECTORAL 2022 EN COLOMBIE : Changements et continuité au Congrès

Yann Basset / Professeur de l'Université du Rosario à
Bogotá (Colombie), animateur du Groupe d'études
de la démocratie - Demos UR

Avril 2022



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Yann Basset / Professeur de l'Université du Rosario à Bogotá (Colombie), animateur du Groupe d'études de la démocratie - Demos UR

Yann Basset est docteur en sciences politiques de l'Institut des hautes études d'Amérique latine (IHEAL), professeur de l'Université du Rosario à Bogotá (Colombie) et animateur du Groupe d'études de la démocratie - Demos UR - de l'Université du Rosario, partenaire de l'Observatoire électoral 2022 de l'Amérique latine.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'année électorale et politique latino-américaine en 2022 s'inscrit dans un contexte régional et international singulièrement complexe, instable et imprévisible : guerre en Ukraine et ses multiples conséquences, effets de long terme et conjugués de la crise financière internationale de 2008 et de la pandémie de Covid-19.

L'IRIS a dans ce contexte décidé de lancer l'Observatoire électoral 2022 de l'Amérique latine, en partenariat avec plusieurs think tanks et centres de recherche en relations internationales des États-Unis et d'Amérique latine. Il a pour ambition de constituer une plateforme visible et de référence sur les événements politiques et électoraux en cours en Amérique latine.

L'Observatoire électoral 2022 de l'Amérique latine s'inscrit dans le cadre du Programme Amérique latine/Caraïbe de l'IRIS, dirigé par **Christophe Ventura**, directeur de recherche à l'IRIS.



PROGRAMME
**AMÉRIQUE LATINE/
CARAÏBE**

Ce programme étudie la géopolitique d'un sous-continent situé au cœur de multiples enjeux globaux du 21^e siècle. Analyses, décryptages, débat d'idées, mise en perspectives. Ce programme s'adresse aux professionnels (entreprises, décideurs, journalistes, etc.) et spécialistes (chercheurs, universitaires, institutionnels) mobilisés sur ou par l'Amérique latine.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

LE CONTEXTE

La Colombie a organisé le 13 mars le premier scrutin de son année électorale pour élire un nouveau Congrès. Cette étape sera suivie de l'élection présidentielle le 29 mai, avec un éventuel deuxième tour le 19 juin. Ce cycle électoral intervient après quatre ans de présidence particulièrement turbulente de Ivan Duque, du parti de droite Centre démocratique (CD). Ce parti s'était opposé aux accords de paix entre l'ex-guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et le gouvernement antérieur de Juan Manuel Santos, en faisant échouer le référendum organisé sur le thème en 2016, et en obligeant les signataires à des modifications du texte initial. Dans la foulée, CD, emmené par son chef incontesté, l'ex-président Alvaro Uribe gagna les élections de 2018 en faisant élire son candidat Ivan Duque à la tête du pays face au candidat de gauche Gustavo Petro.

Mais le nouveau gouvernement de droite a rapidement déçu. Peu expérimenté en politique, Duque a d'abord prétendu gouverner sans organiser de coalition majoritaire au Congrès, perdant toute une année marquée par le rejet de plusieurs réformes, en particulier, l'échec des modifications que le président souhaitait apporter au système de justice transitionnelle prévu par les accords de paix. Les réticences à mettre en œuvre ces accords et les nombreux assassinats de *leaders* sociaux dans les zones les plus affectées par la violence ont braqué la jeunesse urbaine contre le président. Elle ne lui pardonne pas l'opposition aux accords et l'accuse de vouloir perpétuer la violence.

De plus, après deux décennies de croissance économique soutenue, les classes moyennes ont développé de nouveaux horizons et aspirent à de meilleurs services publics, à de nouvelles opportunités en matière d'éducation, et à des emplois plus stables et mieux rémunérés. Ces espoirs trop longtemps contenus par l'omniprésence de la violence et du conflit armé dans l'agenda politique ont suscité de grandes vagues de mobilisation sociale auxquelles le gouvernement n'a pas réussi à répondre. Il a bien organisé une « conversation nationale » au début de l'année 2020, mais sans les interlocuteurs mobilisés dans la rue, et sans résultats convaincants. En général, il a répondu par la répression avec des forces de police formées dans le contexte de la lutte anti-guérilla et peu adaptées à la nouvelle réalité de la mobilisation sociale massive. Le gouvernement a lui-même contribué à ce décalage en cherchant à délégitimer chaque mobilisation en les expliquant par la présence de groupes subversifs en leur sein. Tout cela s'est traduit par de nombreuses accusations de violations des droits humains et de nombreux morts, notamment lors de la nuit du 9 septembre 2021, pendant laquelle une émeute violente à Bogotá provoquée par l'assassinat d'un homme lors d'un contrôle de police se solda par un bilan de 13 morts par balle dans les rues de la capitale.

La pandémie et les longues périodes de confinement qui ont plongé de nombreux Colombiens dans la ruine et la pauvreté ont également alimenté la mobilisation sociale, et la violence en son sein. La première vague de « grève nationale » (*paro nacional*) de fin 2019 avait déjà été l'occasion de nombreux affrontements entre la police et les manifestants, marqués notamment par la mort de l'étudiant Dilan Cruz, tombé sous les balles de la police, et devenu le symbole des victimes de la répression par les forces de l'ordre. La seconde vague du printemps 2021, déclenchée par une malheureuse tentative de réforme fiscale du gouvernement au beau milieu de la pandémie, sera quant à elle une véritable catastrophe, notamment dans les villes de Bogotá et Cali, où le gouvernement sembla perdre complètement le contrôle de la situation durant deux semaines. Le bilan oscille entre 25 et 75 morts selon les sources gouvernementales et d'organisations de la société civile.

Si la gestion de la mobilisation sociale restera certainement le principal point noir du bilan du gouvernement sortant, tout n'est pas négatif dans ce dernier. On lui reconnaît en général deux succès. En premier lieu, même si la politique de pression face au gouvernement vénézuélien destinée à le déstabiliser, en ligne avec l'administration Trump, s'est finalement soldée par un échec et un certain isolement de la Colombie sur la scène régionale, la politique d'accueil plutôt bienveillante des migrants du pays voisin tranche avec les réactions plutôt hostiles des autres pays de la région, tant des gouvernements que des populations. Il n'est pas facile pour le gouvernement d'un pays de 50 millions d'habitants qui se débat déjà avec de nombreux problèmes d'accueillir en si peu de temps un nombre de migrants estimé à 1,7 million en maintenant des mesures en général plutôt conciliantes, et sans céder à l'expédient facile du discours xénophobe (tentation à laquelle n'ont pas si bien résisté des politiques considérées comme plus progressistes, comme la maire de Bogotá Claudia López).

En second lieu, l'action du gouvernement en réponse à la pandémie est en général jugée favorablement. Même si le bilan humain est dramatique en Colombie comme dans toute l'Amérique latine, une région où l'informalité ne permettait guère aux populations les plus démunies de se confiner pendant de larges périodes, le gouvernement colombien a vacciné la grande majorité de sa population en un temps record.

Somme toute, la droite aborde ce cycle électoral en position de faiblesse. Non seulement le président Duque est impopulaire (25,7% d'approbation selon l'enquête réalisée par Invamer à la veille des élections), mais l'ex-président Uribe, figure tutélaire de la droite qui jouissait jusque-là d'une grande popularité l'est également (37,1% d'approbation selon la même enquête), ce qui change nettement le panorama en comparaison avec les élections antérieures.

Fort logiquement, c'est le candidat de gauche, Gustavo Petro, adversaire malheureux de Duque au deuxième tour de 2018 et principal dirigeant de l'opposition, qui bénéficie de ce rejet du gouvernement, et apparaît comme favori pour les élections présidentielles dans les enquêtes. Il a réussi à fédérer derrière lui presque toutes les tendances de gauche et au-delà, alors que ces mouvements et personnalités étaient traditionnellement prompts à se diviser, dans une alliance qui a reçu le nom de « Pacte historique ».

Pour sa part, la droite s'est organisée en une coalition de partis et d'hommes politiques reconnus, l'« Équipe Colombie » (*Equipo Colombia*), qui tente de se démarquer du Centre démocratique dont elle reste pourtant proche. Néanmoins, le panorama ne se laisse pas résumer en un affrontement gauche/droite classique bien que peu fréquent en Colombie. Même si de nombreux médias insistent sur les dangers de la « polarisation » entre la droite et la gauche de Gustavo Petro, la majorité des Colombiens continue de s'identifier au « centre » plutôt qu'à la droite ou la gauche. Par exemple, selon l'enquête de culture politique du *Departamento Administrativo Nacional de Estadística* (DANE), l'institut public de statistiques, sur une échelle de 1 à 10 sur laquelle 1 est la position la plus à gauche et 10 la plus à droite, 38,5% se classent au niveau 5 suivis des 13% qui disent ne pas savoir et des 10,8% qui refusent de répondre. Seuls 8,7% se positionnent en 10 et 4,8% en 1.

Cette domination du centre a fait naître des alternatives qui entendent profiter de ce positionnement de l'électorat. Ainsi, une convergence de figures politiques importantes du parti Alliance verte (centre gauche) et de dissidents du traditionnel parti libéral (centre) ont constitué une coalition baptisée « Centre Espoir » (*Centro Esperanza*). De même, le contexte d'insatisfaction a suscité les candidatures antisystèmes de figures indépendantes comme Rodolfo Hernández, entrepreneur et ancien maire de la ville de Bucaramanga, et Ingrid Betancourt qui tente un retour en politique. Ces dernières figures se concentrent sur l'objectif de la présidentielle sans guère se soucier du Congrès, et en critiquant la corruption et la classe politique avec un discours volontiers populiste. Finalement, les grands partis qui dominent le Congrès tendent au contraire à se concentrer sur les législatives en se pliant aux pré-candidats qui dominent les coalitions, ou en restant en marge pour les présidentielles, espérant négocier leurs soutiens au Congrès avec le futur vainqueur.

LES RÉSULTATS DES LÉGISLATIVES

Avec le panorama décrit précédemment, on ne s'étonnera pas que les élections législatives aient été avant tout une victoire de la gauche. Cette victoire a surpris étant donné les pauvres

résultats que la gauche obtenait habituellement au Congrès. Elle était en effet souvent divisée, son électorat se limitait aux grandes villes alors que les partis traditionnels de droite et du centre bénéficiaient d'un ancrage solide dans les campagnes et les petites villes, et surtout, la gauche souffrait du stigmate ancien associé à la guérilla et ses exactions, même si certains de ses courants ont toujours affiché leur détermination à se démarquer de la violence. Le contexte post-accords de paix a donc favorisé la gauche d'une double manière : en cassant le stigmate de l'assimilation à la violence, et en soulignant l'importance de revendications sociales plus proches de son discours.

Il faut mentionner également le rôle de la stratégie dans la victoire de la gauche, qui a su s'adapter aux particularités et complexités du système électoral colombien. Les élections législatives permettent d'élire directement un Sénat en circonscription nationale unique et une Assemblée de représentants en circonscriptions départementales. Les deux chambres sont élues au scrutin proportionnel, et les partis, mouvements ponctuels avalisés par des signatures de citoyens, ou coalitions de partis, présentent des listes qui peuvent être selon leurs choix « fermées » ou « ouvertes ». Dans le premier cas, les électeurs votent pour une liste entière, et les élus occupent les sièges gagnés dans l'ordre de la liste déterminé préalablement par le parti. Dans le second cas, les électeurs votent pour une personne dans une liste. La somme des votes de la liste permet de déterminer le nombre de sièges gagnés, et les élus les occupent en fonction du nombre de voix qu'ils ont personnellement reçues.

En général, les partis colombiens tendent à préférer la liste ouverte, fondamentalement parce qu'ils sont incapables d'arbitrer entre les ambitions des caciques régionaux qui les constituent, et de les organiser dans un ordre de préférence acceptable par tous. De plus, les électeurs sont habitués à voter pour une personne plus qu'un parti, même si les étiquettes ont commencé depuis quelques années à acquérir plus d'importance qu'elles n'en avaient auparavant. Finalement la relation personnalisée entre électeurs et élus se prête facilement à des relations de type clientéliste, voire à des phénomènes de franche corruption électorale qui ont considérablement terni l'image des partis traditionnels.

Dans ce contexte la gauche a fait le pari d'une grande coalition avec des listes fermées dans la plupart des circonscriptions. Ceci a simplifié considérablement la tâche des électeurs invités à voter pour le même logo aux deux chambres et à la primaire associée puisque l'on votait les primaires pour les élections présidentielles de manière simultanée. De plus, cela a eu un effet de « présidentialisation » de l'élection législative, les partisans de Petro étant invités à lui donner d'emblée une majorité et à voter pour lui à la primaire de gauche.

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES SELON LE DÉCOMPTE RAPIDE

Partis	Sénat	Chambre
Pacte Historique (gauche)	17,35%	16,58%
Parti conservateur (droite)	14,18%	12,56%
Parti libéral (centre)	13,39%	14,26%
Coalition Alliance verte – Centre espoir (centre-gauche)	10,74%	8,63%
Centre démocratique (droite)	10,56%	9,86%
Changement radical (centre-droit)	8,82%	8,52%
Parti de l'union pour les gens (centre-droit)	8,45%	8,73%
Coalition MIRA-Colombia Juste Libres (droite évangélique)	3,18%	2,61%
Autres	5,85%	11,9%
Blancs	5,99%	6,35%

Ainsi, les listes de gauche arrivèrent en tête pour les deux chambres d'une manière assez nette, et la sensation de victoire fut renforcée par le fait que les résultats annoncés lors du décompte rapide réalisé par les autorités électorales le soir des élections afin d'annoncer des résultats préliminaires ont été revus à la hausse pour le Pacte historique lors du décompte officiel définitif qui se réalise dans les semaines suivantes afin de corriger les erreurs et omissions ayant pu avoir lieu lors du décompte rapide. La différence a signifié pas moins de 3 sièges de plus sur 22 pour la coalition de gauche au Sénat¹.

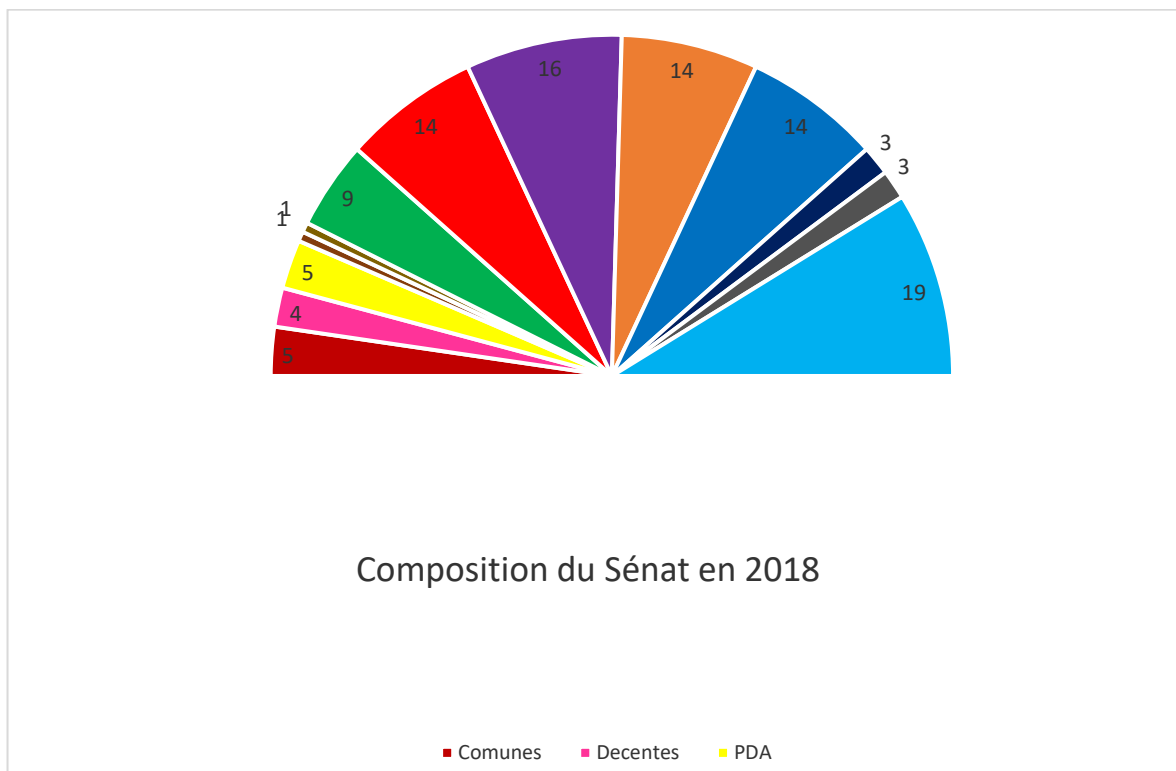
À l'inverse, le Centre démocratique est relégué du premier au cinquième rang au Sénat, et de deuxième à quatrième à la chambre. Il souffre non seulement de l'impopularité du président sorti de ses rangs, mais aussi du fait que l'ex-président Uribe, qui était sa tête de liste au Sénat en 2014 et en 2018 ne se représentait pas. Il est devancé non seulement par la gauche, mais également par les vieux partis traditionnels libéral et conservateur, qui résistent plutôt bien dans ces élections et regagnent même un peu de terrain perdu lors des législatives

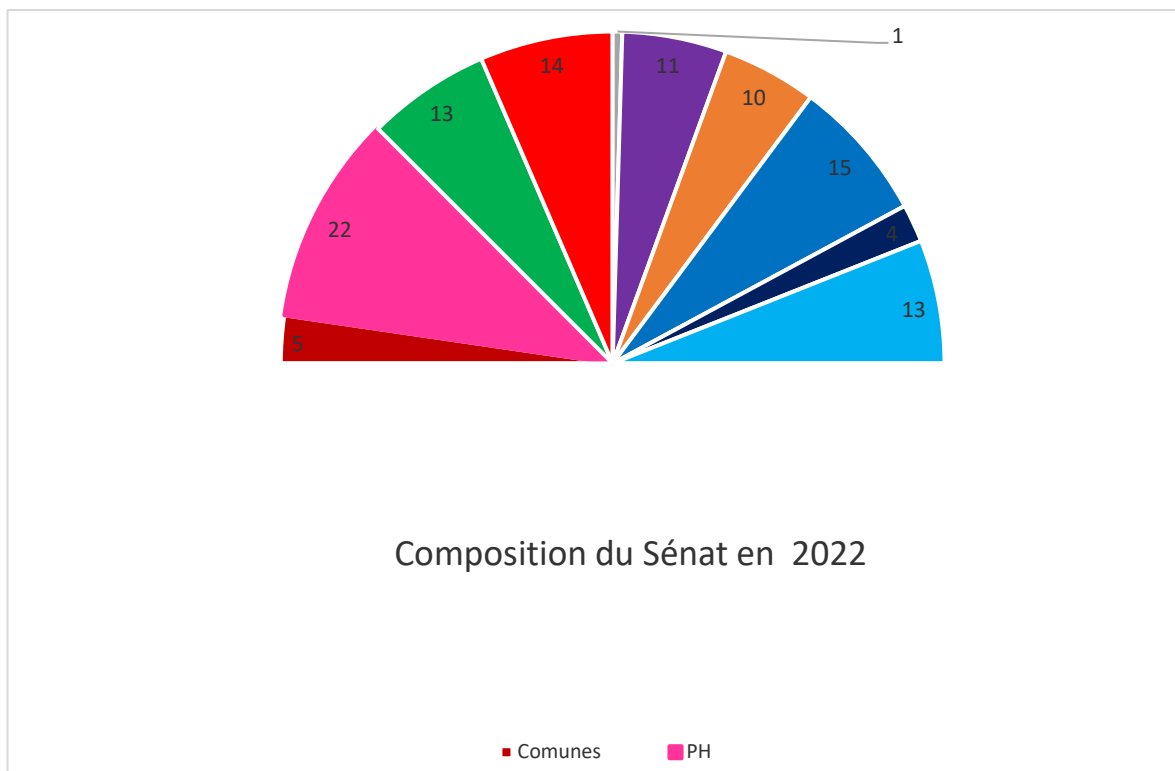
¹ Le décompte officiel n'est toujours pas terminé à l'heure où nous écrivons ces lignes, presque un mois après la date de l'élection. Les différences exceptionnellement grandes entre le décompte rapide et le décompte officiel ont fait l'objet de grandes polémiques et montrent la complexité du système électoral colombien. Elles contribuent à alimenter une méfiance toujours plus grande envers les autorités électorales.

précédentes, notamment grâce à leur meilleure implantation dans les campagnes. Il est devancé aussi par la liste Alliance verte-Centre espoir au Sénat qui progresse tout comme la gauche par rapport à 2018, l'Alliance verte s'étant déclarée en opposition au gouvernement Duque dans le Congrès sortant.

Finalement, les partis de centre droit et évangéliques ayant fait partie ou ayant été proches du gouvernement Duque, subissent comme le Centre démocratique de lourdes pertes par rapport à 2018. Changement radical et le parti de « l'Union pour les gens », deux formations créées pour rassembler des dissidences libérales et conservatrices derrière le gouvernement de Alvaro Uribe entre 2002 et 2010, et qui avaient été des forces de tout premier ordre au Congrès, tombent à leurs plus bas niveaux historiques et ne concentrent les votes qui leur restent que sur quelques départements.

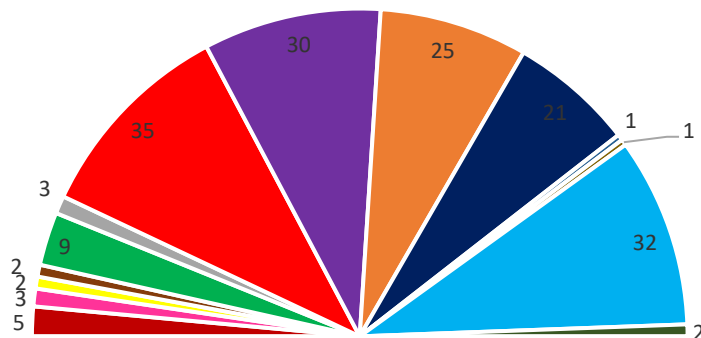
Cela étant, la gauche victorieuse est loin de pouvoir constituer une majorité à elle seule. Le multipartisme colombien reste bien divisé, et même si les rapports de force évoluent drastiquement par rapport à 2018, on est frappé par la continuité des forces en présence. Contrairement à ce qui s'est passé récemment dans d'autres pays de la région, le système de partis ne s'est pas effondré sous l'assaut d'*outsiders*, alors que le contexte d'insatisfaction générale aurait pu s'y prêter.





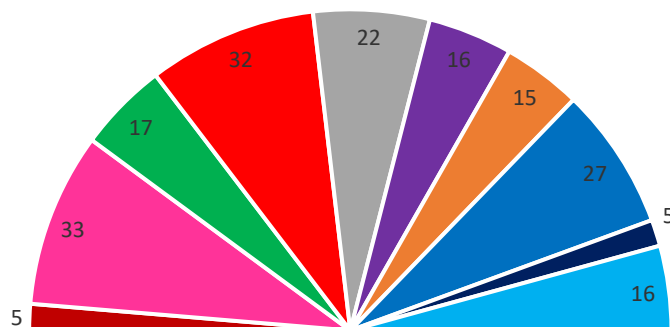
La coalition majoritaire du président Duque, constituée de Centre démocratique, des partis évangéliques MIRA et de « Colombie juste-Libres », du Parti conservateur et du parti « Union pour les Gens », qui manquait de peu la majorité absolue dans le Sénat sortant, mais pouvait toujours compter sur des renforts de Changement radical ou du Parti libéral, ne représentera plus qu'un gros tiers du Congrès. Si le nouveau président était de droite, il devrait ajouter formellement Changement radical à la coalition, voire le Parti libéral. Quant à une éventuelle présidence de Gustavo Petro, elle devrait obtenir le soutien non seulement du Pacte historique, mais aussi de Comunes, le parti constitué des démobilisés de la guérilla des FARC qui ont droit à 5 sièges dans chaque chambre jusqu'en 2026 en vertu des accords de paix, d'Alliance verte – Centre espoir, et du traditionnel Parti libéral. Même ainsi, ce président ne cumulerait que 50% des sièges et devrait essayer de débaucher des sénateurs de Changement radical ou du parti de « l'Union pour les Gens ».

En ce qui concerne la Chambre, les calculs sont encore plus délicats. Ils doivent prendre en compte les 16 « circonscriptions de paix » temporaires dont les représentants sont élus avec des règles spéciales dans des zones particulièrement affectées par la violence. La moitié de ces représentants a annoncé son soutien à Gustavo Petro pour la présidentielle, mais là encore, une coalition de gauche devrait nécessairement intégrer l'Alliance verte – Centre espoir et le Parti libéral. De même, les forces de droite et de centre-droit devraient nécessairement être non seulement unies entre elles, mais intégrer aussi le Parti libéral.



Composition de la Chambre en 2018

■ Comunes ■ Decentes ■ PDA



Composition de la Chambre en 2022

■ Comunes ■ PH ■ AV-CE

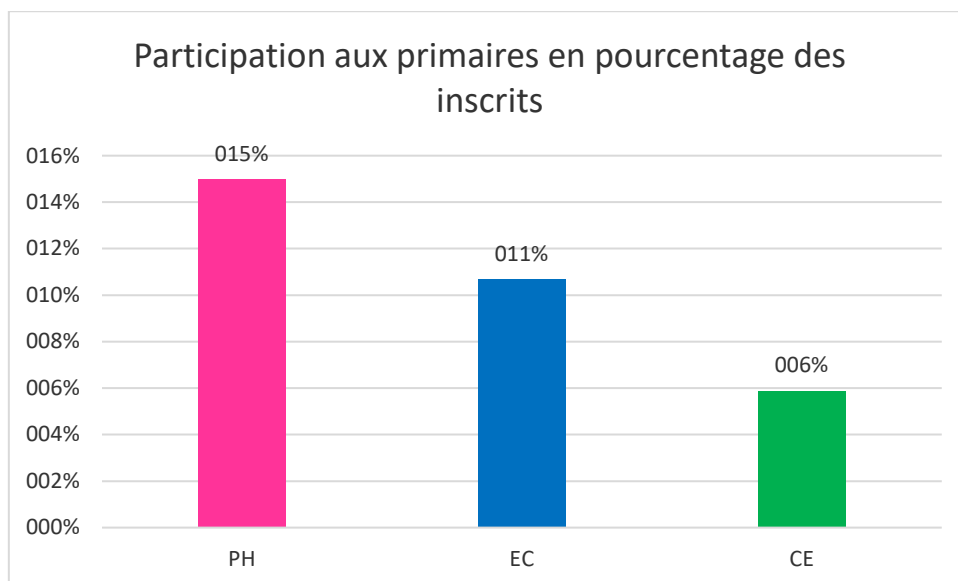
On le voit, le vieux Parti libéral, autrefois parti dominant dans le cadre du bipartisme traditionnel avec son rival conservateur, détient les clés de la gouvernabilité. Toute coalition majoritaire, de droite ou de gauche, passe nécessairement par lui. Ceci conduit à un nouveau paradoxe : même si les primaires ont donné un net avantage à Gustavo Petro à gauche et à

Federico Gutiérrez à droite, la campagne présidentielle, et plus encore, la gouvernabilité du futur gouvernement se gagnera au centre.

LES RÉSULTATS DES PRIMAIRES

Comme nous l'avons signalé, le scrutin du 13 mars était aussi l'occasion de voter pour les primaires de l'élection présidentielle. Les trois coalitions de la gauche (Pacte historique), de la droite (Equipe Colombie) et du centre (Centre espoir) départageaient donc leurs pré-candidats (au nombre de 5 dans chaque cas). Nonobstant, elles s'affrontaient aussi entre elles dans une sorte de pré-premier tour en essayant de mesurer leurs potentiels en attirant le plus possible d'électeurs.

À ce jeu, c'est encore le Pacte historique qui a largement gagné, suivi de l'Equipe Colombie et de Centre espoir. Presque 15% des électeurs ont voté pour la primaire de gauche, un peu plus de 10% pour celle de la droite, et presque 6% pour celle du centre.



Le poids du vote de la primaire de gauche est d'autant plus remarquable que l'enjeu n'était guère significatif, Gustavo Petro, le favori des enquêtes pour la présidentielle et principal *leader* de l'opposition, étant assuré de la victoire. Il a en effet obtenu plus de 80% des votes de la primaire du Pacte historique. Il devance Francia Márquez, une dirigeante afrocolombienne venue des milieux associatifs qui est une des révélations de cette campagne. Même si elle obtient un peu moins de 15% des votes du Pacte historique, c'est suffisant pour

la placer devant le vainqueur de la primaire du centre en nombre de voix. Francia Márquez sera par la suite désignée par Gustavo Petro comme sa formule pour la vice-présidence de la République.

À droite, Federico Gutiérrez, ex-maire de Medellín, l'emporte largement avec 54% des voix de sa primaire, alors que les sondages le plaçaient au coude-à-coude avec l'ex-maire de Barranquilla Alex Char. Celui-ci n'obtiendra que 17,7% des voix, plombé par les rebondissements d'un scandale de corruption électorale qui implique des personnalités proches. Il convient de remarquer que Gutiérrez et Char étaient les seuls à se présenter à la primaire de droite sans le soutien d'un parti, alors que les trois autres candidats étaient soutenus par un parti de la coalition majoritaire sortante (le parti conservateur pour David Barguil, le parti évangéliste MIRA pour Aydée Lizarazo, et le parti de « l'Union pour les Gens » pour l'ex-maire de Bogotá Enrique Peñalosa). Ce fait est certainement une preuve du peu de poids des partis dans l'élection présidentielle. Néanmoins, c'est aussi grâce à eux et à leurs réseaux territoriaux que la droite a pu mobiliser plus de quatre millions d'électeurs pour sa primaire, un niveau honorable comparé aux six millions de la primaire de gauche. Il faut noter aussi que si Centre démocratique ne participait pas officiellement à la primaire et avait désigné sans grand enthousiasme son propre candidat, Oscar Ivan Zuluaga, il a très certainement contribué à la victoire de Gutiérrez, un proche de l'ex-président Uribe. Zuluaga s'est d'ailleurs empressé de retirer sa candidature pour annoncer son ralliement quelques jours après l'élection.

Finalement, la victoire de Sergio Fajardo à la primaire du centre est une victoire à la Pyrrhus. Non seulement le centre n'a pu mobiliser que 2 millions d'électeurs, mais la marge de victoire de Fajardo est plus faible que celles des vainqueurs de la gauche et de la droite, ce qui le fragilise, même si ses adversaires de la primaire ont joué le jeu en annonçant immédiatement leurs ralliements. Fajardo a obtenu seulement 33,5% des voix du centre contre 22,55% à Juan Manuel Galán, un dissident libéral, 20,89% à Carlos Amaya, de l'Alliance verte, 15,58% à l'indépendant Alejandro Gaviria, ex-recteur d'une des principales universités du pays, et 7,46% à Jorge Enrique Robledo du parti Dignité, une des rares formations de gauche à n'avoir pas rejoint le Pacte historique et à avoir préféré la coalition du centre.

Ainsi, ces primaires aux allures de premier tour anticipé ont conforté Gustavo Petro à gauche et fait émerger Federico Gutiérrez comme candidat de la droite et son principal adversaire. La dynamique fait désormais apparaître une logique de deuxième tour anticipé en suscitant un vote utile en faveur des deux principaux candidats. À l'inverse, elle rend la tâche plus difficile

pour Fajardo qui doit lutter contre cette force centrifuge, et pour les autres candidats du centre qui n'ont pas participé aux primaires et ont perdu en visibilité médiatique.

Les premières enquêtes réalisées après le 13 mars confirment cette tendance. Gustavo Petro se trouve autour de 32% et Federico Gutiérrez de 24%, alors que leurs adversaires ne passent guère les 10%. Dans le cas d'un deuxième tour les opposant, les deux hommes seraient dans un mouchoir de poche. Il reste néanmoins un long mois et demi de campagne avant le premier tour.

Aller plus loin

Le site Demo-UR propose une série de cartes explicatives des votes du 13 mars :
<http://www.procesoselectorales.org/>

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
AMÉRIQUE LATINE/
CARAÏBE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.